LE RUBICON

La route de la Russie vers l'Eldorado

Raphael Parens | 30 octobre 2026 | ARTICLES



Cet article est une traduction de « Russia's Road to El Dorado », *publié sur* War On The Rocks *le 3 septembre 2026.*

Alors qu'un nouveau convoi de véhicules blindés russes, arrivé du port de Lomé, vient renforcer le déploiement de l'Africa Corps au Mali, la mission russe entame sa cinquième année. Les pertes humaines et financières consenties par la Russie appellent de toute urgence un retour sur investissement, mais quel pourrait être ce retour ? Quel est l'objectif final de la Russie au Mali ?

L'or malien échappe à Moscou

Lorsque le groupe Wagner, prédécesseur de l'Africa Corps, est entré au Mali en décembre 2021, il cherchait à conclure un accord de type « ressources contre sécurité », à l'image de celui qu'il avait obtenu en République centrafricaine. Avec mes coauteurs Chris Faulkner et Colin Clarke, j'ai fait le point dans notre ouvrage *Moscow's Mercenaries* sur les leçons tirées par Wagner, notamment au sujet du faux espoir que les opérations futures se dérouleraient avec la même facilité que celle avec laquelle Wagner avait pris le contrôle de l'État en République centrafricaine. Là-bas, l'organisation s'était forgé une réputation de garant de la sécurité nationale et, en contrepartie, avait obtenu un accès total à l'administration publique et aux ressources économiques de tout le pays – de l'exploitation minière de l'or et des diamants, jusqu'à la vente de bière et d'alcools. Cependant, comme je l'ai fait valoir pour la première fois en 2022, le Mali s'est avéré être un terrain bien plus difficile. L'échec de Wagner à s'assurer le contrôle des ressources minières au Mali a marqué le début de la fin pour l'organisation, mais Africa Corps – une organisation directement inféodée à l'État russe – n'a pas non plus réussi à s'assurer l'accès à l'or malien après avoir pris la place de Wagner.

Wagner n'a pas réussi à prendre pied dans l'industrie aurifère malienne elle-même, un exploit qu'il avait pourtant accompli dans les mines d'or et de diamants de la République centrafricaine ainsi que dans l'industrie pétrolière syrienne. Wagner n'a pas réussi

à soustraire les mines d'or maliennes à l'emprise du régime, et Africa Corps n'a pas encore fait preuve du sens des affaires de son prédécesseur. Cet échec russe intervient alors que le gouvernement malien cherche à assurer son propre contrôle sur l'exploitation aurifère à l'intérieur de ses frontières – même si cela nécessite la poursuite des investissements des partenaires occidentaux existants. Ce processus a débuté avec un nouveau code minier en 2023, qui a augmenté les redevances versées à l'État et les participations de celui-ci dans les mines, suivi de l'arrestation de quatre employés de la société minière Barrick Gold et d'un mandat d'arrêt à l'encontre du PDG de Barrick, Mark Bristow, fin 2024. Barrick et le gouvernement malien ont ensuite conclu un accord à l'amiable prévoyant que Barrick verserait à l'État environ 430 millions de dollars en échange de la libération de ses employés, de l'abandon des poursuites et de la reprise des activités. Le président malien Assimi Goïta s'est ensuite attaché à centraliser l'exploitation aurifère d'État via Sopamim, une entreprise publique créée pour contrôler l'ensemble des participations du Mali dans les mines du pays. Ces développements ont contribué à évincer la Russie et ses entrepreneurs militaires du secteur aurifère au Mali, tout en renforçant l'État malien et en préservant le rôle des sociétés minières occidentales dans le pays.

Bien que Wagner n'ait pas pu obtenir lui-même l'accès à l'exploitation aurifère, le gouvernement malien semble l'avoir rémunéré avec les bénéfices tirés de l'or. Plusieurs sources citent les services de renseignement états-uniens, qui affirment que Wagner était payé par le gouvernement de la junte malienne à hauteur d'environ 10,8 millions de dollars par mois. On pense que le gouvernement malien finançait Wagner principalement par le biais d'impôts prélevés sur les sociétés minières aurifères internationales, comme Barrick, ou directement par le biais de contributions en or lorsque les paiements se tarissaient. Ces allégations reposent essentiellement sur des conjectures et des témoignages anecdotiques, et en l'absence de traces écrites claires, elles sont très difficiles à vérifier – ce qui souligne la nature précaire des accords financiers entre le Mali et Wagner. Quoi qu'il en soit, le Royal United Services Institute for Defence and Security Studies affirme que « les opérations au Mali n'étaient pas rentables pour Wagner ». De plus, « même si les bénéfices annuels revenaient à l'État russe et non à [l'ancien dirigeant de Wagner, Evgueni] Prigojine (ce qui semble très improbable), ils ne suffiraient très probablement pas à couvrir les coûts d'une seule journée de combats de la Russie en Ukraine ». Au contraire, la structure de paiement a permis à Bamako de conserver le pouvoir économique.

L'Africa Corps et le Kremlin ont tenté de maintenir la pression sur Bamako. Le conglomérat russe Yadran Group s'est associé à l'État malien pour construire une usine de traitement de l'or, dont la construction a débuté en juin 2025. Cependant, les experts polonais Filip Bryjka et Jędrzej Czerep soulignent que cette installation devra rivaliser avec une raffinerie malienne, Marena Gold, ainsi qu'avec des fonderies de fortune situées sur le marché central de Bamako. De plus, le calendrier de ce projet reste flou, et l'Afrique de l'Ouest regorge de projets commerciaux étrangers prometteurs qui ont échoué ou n'ont pas abouti. Par ailleurs, Africa Corps a poursuivi les tentatives de Wagner visant à s'emparer de la mine d'or artisanale d'Intahaka, sans toutefois parvenir à prendre le contrôle du site. Justyna Gudzowska, directrice exécutive de The Sentry, m'a indiqué que, selon les mineurs locaux, l'Africa Corps contrôlait certaines routes menant hors de la mine, mais que ces tentatives sporadiques de perception de taxes restaient limitées, ce qui reflète une stratégie globalement vouée à l'échec.

Des gains fragiles et une concurrence croissante

Alors, qu'est-ce que la Russie retire, le cas échéant, de son déploiement au Mali ? Le capital politique est important, mais la concurrence avec des partenaires extérieurs, notamment la Turquie, la République populaire de Chine et les Émirats arabes unis, se poursuit et pourrait menacer l'accès privilégié de la Russie. Depuis 2022, la Russie a certainement tiré un avantage diplomatique au Sahel, en éloignant le Mali et ses voisins – le Niger et le Burkina Faso – de l'Occident pour les placer sous son influence. Cela s'est avéré utile dans le calcul géopolitique de la Russie et aux Nations unies, où ses nouveaux alliés se sont rangés du côté de la Russie lors des votes concernant le conflit en Ukraine. Si ces victoires politiques ont été utiles par le passé, elles n'expliquent pas l'implication continue de la Russie jusqu'à aujourd'hui. Cette analyse pose problème si l'on part du principe que l'Africa Corps ne recherche pas la richesse matérielle comme le faisait Wagner. Si tel était le cas, l'Africa Corps poursuivrait le déploiement de Wagner sans objectifs clairs, alors que la France et les États-Unis ont déjà quitté le Sahel. L'Occident s'est peut-être retiré, mais la Russie se retrouve toujours avec le fardeau sur les épaules.

Au contraire, ces victoires diplomatiques qui s'estompent s'avèrent être une aventure militaire coûteuse et sans fin. Wagner a perdu environ 84 soldats tués lors d'une embuscade à Tinzaouatène fin juillet 2024, et l'Africa Corps continue de voir ses hélicoptères abattus par des tirs, ses troupes attaquées et ses bases assiégées. Pire encore, l'Africa Corps n'a pas réussi à empêcher les djihadistes de mener des attaques à travers tout le pays en toute impunité, notamment à Bamako et le long des autoroutes du pays. Les opérations russes n'ont pas réussi là où l'Occident a échoué, et sa réputation dans le pays continue de se détériorer.

Le Kremlin doit également faire face à des concurrents dans sa campagne diplomatique à Bamako. L'arrivée de trois nouveaux drones Akinci à moyenne portée pourrait marquer un tournant vers une aide militaire turque, suivant ainsi la stratégie du Burkina Faso, autre partenaire de l'Alliance des États du Sahel. Le Burkina Faso a opté pour une stratégie militaire axée en grande partie sur les frappes de drones contre les groupes djihadistes, ce qui reflète la faiblesse de la junte au pouvoir en dehors de la capitale et son incapacité à affronter les groupes djihadistes sur le terrain. Le Mali a essuyé des défaites importantes au cours des deux dernières années, notamment lors d'une campagne particulièrement dévastatrice menée en 2025, au cours de laquelle le groupe Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin, affilié à Al-Qaïda, a imposé un blocus pétrolier sur la capitale et les

villes clés. Le passage à une stratégie privilégiant les drones, bien que peut-être logique, serait le signe d'un État affaibli, incapable de maintenir des forces terrestres sur l'ensemble du territoire. Bien que le Mali ait déjà accueilli des drones Akinci par le passé, ces nouvelles circonstances – associées au décès du ministre de la Défense pro-russe de la junte Sadio Camara – pourraient indiquer un affaiblissement de l'emprise de la Russie au Mali et une expansion de l'influence turque.

La Chine et les Émirats arabes unis jouent un rôle moins important au Mali, du moins en termes d'aide militaire, mais cela pourrait changer à l'avenir. Les investissements militaires de la Chine au Mali se sont limités à des ventes d'armes et d'équipements, notamment des véhicules Norinco VP11 résistants aux mines et protégés contre les embuscades, capturés par les forces touaregs à Tinzaouatène. Cependant, le Mali ne dispose pas des infrastructures portuaires que la Chine a privilégiées en Afrique, et le niveau actuel d'instabilité dans le pays ne favorise pas le type d'investissement à long terme pratiqué par Pékin. Les investissements des Émirats arabes unis au Mali se sont quant à eux concentrés sur une rançon de 50 millions de dollars versée à Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin pour la libération d'un prince émirati et d'un autre citoyen enlevés, ce qu'un rapport des Nations unies a récemment mis en lien avec l'offensive menée par ce groupe et des versements au réseau Al-Qaïda au sens large. Les investissements émiratis, cette fois-ci vraisemblablement destinés au gouvernement malien, dépendront de l'issue de la guerre civile soudanaise, où les Émirats sont l'un des principaux soutiens des Forces de soutien rapide (FSR).

Rester par inertie, et après ?

À ce stade, la Russie pourrait bien rester au Mali par inertie et en vertu de la théorie des coûts irrécupérables. Alors que le Kremlin semble incapable – et peut-être peu intéressé – par l'acquisition de droits d'exploitation aurifère au Mali, la seule autre raison convaincante de rester dans le pays serait de dissuader le retour des forces françaises ou américaines. La valeur stratégique du Mali, en tant que pays enclavé au cœur du Sahel, ne justifie pas ce type d'investissement militaire. Sa situation géographique a été un fléau plutôt qu'un atout pour la Russie. Loin de servir de base à d'autres opérations, la Russie a dû mettre en place des ponts aériens depuis la Syrie et la Libye et conclure des accords portuaires au Togo pour ravitailler ce déploiement ; or, ses véhicules et armes importés sont ensuite utilisés par le Corps africain plutôt que vendus à l'armée malienne.

Si l'objectif premier de la Russie est de résoudre de manière globale la question djihadiste ou la question séparatiste – ce qui n'a jamais été sa véritable priorité –, il est peu probable que le Kremlin puisse faire pencher la balance du conflit tant qu'il n'aura pas mis fin à sa guerre en Ukraine. Au lieu de cela, la Russie continue de faire mine de s'engager dans la lutte contre le terrorisme tout en se concentrant sur la protection d'un régime illibéral contre les coups d'État, maintenant ainsi un statu quo qui ne profite qu'à une minorité, tant à Moscou qu'à Bamako.

*

* *

Les décideurs politiques à Washington et à Paris devraient reconnaître la faiblesse russe au Mali et se préparer à une éventuelle ouverture. Une nouvelle attaque majeure contre Bamako, en particulier contre l'aéroport ou des bâtiments gouvernementaux, pourrait contraindre Goïta à prendre des mesures contre la Russie. De même, une nouvelle défaite cuisante comme celle de Tinzaouatène pourrait amener le Corps africain à se retirer selon ses propres conditions. Pour autant, l'approche des États-Unis ou de l'Occident devrait rester prudente, afin de ne pas tomber dans le même piège « sécurité contre ressources » qui a pris la Russie au piège. De plus, si les dirigeants maliens semblent ouverts à une multitude de partenaires, cette volonté dépendra d'un engagement en matière de force létale – en particulier contre les civils – que les États-Unis et la France ont refusé d'offrir par le passé, et qui a poussé le Mali à nouer des relations avec la Russie au départ.

Crédits photo : Iamgold via Wikimedia Commons.

•— ••— — • ••— •—• •••

Raphael Parens

Raphael Parens est chercheur au Delphi Global Research Center et au Foreign Policy Research Institute. Il est analyste en sécurité internationale, spécialisé dans l'Afrique et l'Eurasie. Parens a publié des articles dans *Foreign Affairs*, *Foreign Policy* et The Sentinel. Son premier ouvrage, intitulé *Moscow's Mercenaries : The Rise and Fall of the Wagner Group* et coécrit avec Colin P. Clarke et Christopher M. Faulkner, a été publié au printemps 2026.

Comment citer cette publication

Raphael Parens, « La route de la Russie vers l'Eldorado », trad., *Le Rubicon*, vol. 6, 30 octobre 2026 [https://lerubicon.org/la-route-de-la-russie-vers-leldorado/].